

Toujours plus... de crises !

Jean-Marie Harribey

Lignes d'Attac, n° 68, juin 2008

Quand survint la crise du début des années 1970, tous les commentateurs, les gouvernements, les puissances établies, etc., la baptisèrent « choc pétrolier ». Il fallait entendre : « pouvoir excessif du cartel des pays producteurs de pétrole ». La presse d'extrême droite, avec sa finesse coutumière, traduisait : « la faute aux Arabes ». Pour la majorité des économistes, encore sous le charme des « Trente Glorieuses », qu'ils ne savaient pas défuntes, la crise était un accident. Certes, l'affaire était grave, mais peu imaginaient qu'elle marquait la fin d'un cycle du capitalisme et qu'une nouvelle phase allait surgir.

Pourtant, le virage fut vite négocié. Laissant les médias amuser la galerie avec les chocs et contre-chocs pétroliers successifs, les représentants de la haute bourgeoisie financière mondiale, le Groupe Bilderberg, la Commission trilatérale¹, les institutions financières internationales et les gouvernements des principaux pays industrialisés ne perdirent pas de temps. Tous avaient compris l'ampleur de la détérioration de la rentabilité des capitaux à partir de la fin des années 1960, aux États-Unis, puis en Europe et au Japon, les trois pôles du capitalisme développé. Il était hors de question de relancer l'accumulation du capital en utilisant les mêmes recettes qu'après-guerre. L'ère du colonialisme « primitif » était dépassée, et la consommation relancée constamment par des salaires corrélés à la productivité et par une protection sociale universelle coûtait trop cher aux yeux d'actionnaires s'agitant comme des poissons tirés de l'eau : soif de profit !

Ainsi naquit le capitalisme néolibéral, au cri de « liberté de circuler pour le capital ! » Tous les obstacles furent abolis et les contrôles mis en place à Bretton Woods (1944) disparurent. À marche forcée, le monde s'engageait sur la voie des déréglementations, des privatisations, en un mot de la libéralisation pour mieux marchandiser tout ce qui avait jusque-là échappé à la loi de la rentabilité maximale : transports publics, télécommunications, énergie, distribution de l'eau, et bientôt école, santé et retraites. Un nouveau cadre se dessinait à l'intérieur duquel se multipliaient fusions, absorptions, délocalisations, et ces restructurations renforçaient la concentration du capital.

Sous couvert de lutte contre l'inflation, les salaires étaient déconnectés de la productivité du travail et entamaient une dégringolade relative de huit à dix points de valeur ajoutée. Pour faire entrer les pays du Sud dans le moule de la mondialisation, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale leur imposaient des plans d'ajustement structurel. Le dogme reçut même une appellation contrôlée : le « consensus de Washington ».

Au fur et à mesure que les exigences de rémunération financière s'élevaient, la courbe du chômage suivait celle de la distribution de dividendes. La crise était finie. Pardon, seule la crise de rentabilité était derrière nous. Parce que l'extraordinaire enrichissement des riches et l'explosion des inégalités dans le monde préparaient la mise en place des conditions de crises d'une autre nature que celle qui affecta un temps ceux dont l'unique pensée (souvenons-nous : la « pensée unique ») est pour leur portefeuille.

Crise sociale, crise financière, crise alimentaire, crise écologique, on aurait tort de voir la juxtaposition ou une simple conjonction dans le temps d'événements séparés. Car ils sont tous liés et constituent les multiples aspects d'une crise systémique qui affecte les conditions de vie de l'humanité sur la planète Terre.

¹ . Sur ces deux institutions, voir Attac, *Le Petit Alter*, *Dictionnaire altermondialiste*, Paris, Mille et une nuits, 2006, p. 170-171.

La déréglementation financière engendra la prolifération de techniques financières baptisées « innovations » : produits dérivés, titrisation, marchés à terme, rachat d'actions, effet de levier, stock-options. Tout cet arsenal, dont l'utilisation fut facilitée par l'informatique, eut pour effet de favoriser une instabilité financière chronique, débouchant périodiquement sur la montée d'une bulle spéculative suivie d'un krach : 1987 (effondrement des bourses), 1988-89 (crise des caisses d'épargne aux États-Unis), 1998 (crise en Asie, dérouté du fonds LTCM), 2000 (éclatement de la bulle internet), 2001 (crise en Argentine), 2007 (immobilier). La crise déclenchée dans le secteur immobilier états-unien est un cas d'école illustrant les contradictions du capitalisme néolibéral. Puisque la stabilisation de la demande ne passait plus par une répartition des revenus dont les salariés tiraient quelque avantage, elle fut assurée par un développement considérable de l'endettement et par une réduction à néant de l'épargne des ménages riches. Ces derniers, profitant de la valorisation de leur patrimoine financier, s'enivrèrent de consommation et tirèrent la croissance américaine. Cela ne dura qu'un temps, car la consommation des riches et les déficits de l'État, à cause notamment des guerres en Afghanistan et en Irak, furent des aspirateurs à capitaux extérieurs, provoquant des déséquilibres en chaîne dans l'économie mondiale.

Au cœur d'une crise, le dilemme des banques centrales est cruel mais logique : soit elles ouvrent le crédit (c'est ce que fit la Réserve fédérale entre 2001 et 2004) et les fonds de placement empruntent pour spéculer et initient une nouvelle bulle qui finit par entraîner l'économie dans sa chute, soit elles le restreignent et l'économie réelle est bridée. Le capitalisme néolibéral dérive entre deux écueils : effondrement ou asphyxie.

L'immobilier ayant cessé d'être un eldorado pour orpailleurs de la finance, ceux-ci trouvèrent de nouvelles « valeurs refuges » dans les céréales et les matières premières, assurés qu'ils étaient que ces dernières avaient peu de chances de voir leur demande diminuer à moyen et long terme. Lorsque, en quelques mois, les prix du blé, du riz et du maïs eurent doublé ou triplé, beaucoup de pays d'Afrique et d'Asie furent brutalement plongés dans une crise alimentaire. Fragilisés par l'obligation qui leur avait été faite de renoncer à leurs cultures vivrières pour développer des cultures d'exportation, ils étaient donc à la merci de la flambée des prix. La FAO vient de reconnaître ce que les paysans sans terre, les paysans aliénés au marché mondial et les altermondialistes criaient dans le désert depuis des années.

Dans sa trajectoire qui le rapproche de son « idéal-type » le plus pur, le capitalisme financier est en train de s'emparer de la gestion climatique de la planète. Les permis d'émission deviennent l'objet de spéculation car la probabilité est grande de voir leur prix s'élever à mesure que les restrictions deviendront plus sévères.

La boucle est donc refermée. Plus de dividendes pour les actionnaires et les magnats de la finance, c'est moins pour les salaires et la protection sociale, moins pour vaincre la pauvreté dans le monde et moins pour préparer les investissements nécessaires au passage d'un modèle productiviste à un modèle écologiste. L'étape ultime de l'accaparement, c'est la propriété du vivant, de l'air, de l'eau et des connaissances. Avec le rejet dans les marges du système – bidonvilles, ghettos des banlieues – de tous les « gueux », tous les « damnés de la terre »².

La première décennie de l'altermondialisme fut celle d'une résistance aux politiques néolibérales. La deuxième qui s'ouvre sera celle de la résistance aux crises, à « la » crise dans laquelle ces politiques enferment le monde. La sortie de la crise ne pourra, cette fois, se faire que par la sortie de ce système dont la raison d'être est de consommer toujours davantage l'être humain et la nature.

² . Frantz Fanon, *Les damnés de la terre*, Paris, F. Maspero, 1969.

Propositions contre le capitalisme financier :

- contrôle strict du mouvement des capitaux, notamment par la taxation de toutes les transactions financières, pour mettre fin à l'ouverture généralisée des marchés de capitaux et de marchandises ;
- soumission de la Banque centrale européenne, de sa politique monétaire et de la pratique des banques ordinaires au contrôle des pouvoirs démocratiques élus ;
- suppression des stock-options et des procédures de titrisation ;
- suppression des paradis fiscaux ;
- impôt progressif sur le capital et ses profits, en vue d'écarter radicalement les hauts revenus et donc de réduire fortement les inégalités ;
- partage des gains de productivité dans les entreprises entre les salaires, la protection sociale et les investissements, afin de mettre un terme à l'accaparement par les dividendes ;
- préservation de tous les services publics et de la protection sociale (assurance maladie et retraites) de toute pénétration du capital privé.